

La région Méditerranéenne fait face à des défis environnementaux, qui seront de plus en plus au centre des défis sociaux, économiques et politiques.

Nous ne parlons plus de possibles impacts environnementaux dans les siècles et décennies à venir mais des impacts tangibles- que nous connaissons tous au quotidien- qui se produisent maintenant et qui affectent l'humanité, et les gens de notre région en particulier dans les prochaines années.

Par exemple, les problèmes actuels liés à l'eau auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui constituent l'un des principaux défis transfrontaliers dans notre région.

Les facteurs de stress concomitants du changement climatique, du développement économique, de l'urbanisation et de la croissance de la population supposent une grave menace pour la qualité et la disponibilité des ressources d'eau dans notre région.

Dans un rapport de l'association scientifique Medecc sur l'impact du changement climatique dans la Méditerranée publié lors de la dernière réunion ministérielle de l'UpM à Barcelone le 10 octobre, des données très inquiétantes ont été découvertes :

- La région méditerranéenne se réchauffe le 20% plus rapidement que le reste du monde ; la région est une des principaux points chauds du changement climatique dans le monde ;
- Avec les politiques actuelles – statu quo – les températures devraient augmenter 2.2 °C d'ici 2040 – seulement dans 20 ans ! (plus précisément la Méditerranée est la deuxième région la plus touchée de la planète, seulement après l'Arctique)
- Les modes de consommation et de production actuels supposent des empreintes écologiques, de carbone et d'eau très élevées. La disponibilité d'eau douce devrait diminuer entre 2 and 15% avec un

*scénario d'augmentation de 2 degrés, une des baisses les plus élevées dans le monde; où 250 millions de personnes devraient être considérées « pauvres en eau » dans 20 ans. En 2050 la demande d'eau douce aura augmenté de 60%.*

- Et plus encore – La mer méditerranée est un point principal de biodiversité. Elle abrite de 4% à 18% des espèces marines connues dans le monde, ce qui est considérable étant donné que la Mer Méditerranée ne représente que le 0.8% de la surface globale de l'océan. Et pourtant dans la mer Méditerranée le poids corporel moyen maximal des poissons devrait passer de 4 to 49% de 2000 à 2050 – à savoir pendant notre cycle de vie!! – due au réchauffement de l'eau, la réduction de l'oxygène et de la surpêche.

Avec cette alarme très haute, nous devons réagir. Nous n'avons plus de temps pour discuter, nous avons besoin d'actions. C'est pourquoi nous travaillons à l'UpM pour coordonner des politiques efficaces qui nous aident à faire face à la menace croissante du réchauffement climatique dans la Méditerranée et à ses terribles conséquences.

Nous devons agir non seulement en tant que décideurs des politiques mais également en tant que citoyens et que consommateurs - capables de sélectionner, choisir, gérer le marché nous-mêmes à travers nos choix conscients -, refusant d'être étouffés par l'énorme quantité de plastiques à usage unique qui nous entoure même lorsque nous préparons nos repas quotidiens. Soyons clairs : notre nouvel ennemi est le plastique et à l'UpM, nous soutenons des programmes visant à le retirer de la Méditerranée.

De plus nous devons faire face aux défis de l'insuffisance de l'eau, un des problèmes les plus sensibles dans la région, et de son lien évident avec le chômage. La triste réalité est que ¼ des jeunes dans cette région sont prêts à migrer ailleurs.

Nous devons envisager des interconnexions plus amples – La sécurité de l'eau est un catalyseur d'emplois et les emplois permettent que les gens restent dans leur pays d'origine. A L'UpM nous approfondissons notre travail sur le lien entre l'Eau, l'Emploi et la Migration (WEM).

Si la migration peut être une perte pour les pays d'origine, cela peut être aussi une nouvelle force de travail pour les pays de transit ou de destination, offrant des opportunités aux travailleurs et aux entreprises.

On estime que seulement dans les pays MENA 50 millions de postes de travail devraient être créés au cours de la prochaine décennie afin d'absorber la main d'œuvre croissante.

Les initiatives récentes s'attaquent aux défis émergents ainsi qu'à leurs possibles solutions. Parmi eux, l'Agenda de l'Eau de l'Union pour la Méditerranée (UpM), mandaté par la Conférence Ministérielle de l'Eau (Avril 2017, Malte), et qui a le lien avec l'Eau- l'Emploi et la Migration comme un de ses quatre thèmes prioritaires.

Un Groupe de Travail composé des pays et des partenaires régionaux fait avancer le travail de l'agenda.

Le travail de l'UpM dans le lien déjà mentionné WEM est géré par l'Italie et la Turquie et facilité techniquement par GWP-Med.

Plus récemment, nos efforts ont adopté une approche plus structurée à travers le Cadre politique d'action 2030 de l'UpM "Agenda de l'eau", qui illustre notre méthodologie et constitue une continuation de nos efforts pour faire avancer des agendas régionaux ambitieux mais pragmatiques.

En avril 2017, la Déclaration ministérielle de la Valette de l'UpM sur l'eau a appelé à «une Union pour l'agenda méditerranéen de l'eau pour renforcer la coopération régionale vers une gestion durable et intégrée de l'eau dans la région de l'UpM».

Pour garantir la concrétisation d'un cadre de coopération régionale aussi ambitieux, une stratégie financière a également été élaborée pour promouvoir la viabilité financière du secteur de l'eau dans la Méditerranée afin de garantir les avantages sociaux, économiques et environnementaux de la mise en œuvre de l'Agenda de l'eau de l'UpM.

Le 5 décembre dernier, parallèlement aux Med-Dialogues à Rome, nous avons organisé dans la capitale italienne la toute première conférence de l'UpM sur l'investissement et les finances de l'eau.

Pour 2020 - une année très importante au niveau international et régional - je peux partager avec vous que l'UpM est en pleine préparation de deux importantes réunions ministérielles de l'UpM, une sur l'économie bleue durable, provisoirement prévue au printemps à Malte, et une autre Réunion ministérielle cruciale sur l'environnement et le changement climatique provisoirement pour le dernier trimestre 2020.

Ils ont toute les deux au cœur de leur esprit le nouvel accord vert, la transition indispensable pour faire face à la fois à la crise économique et environnementale de la région. Permettez-moi de vous rappeler que l'accord vert a été placé au premier rang des priorités de la nouvelle Commission européenne, ce qui nous donne une idée de l'importance cruciale de la préservation de notre environnement et d'une approche différente de nos économies.